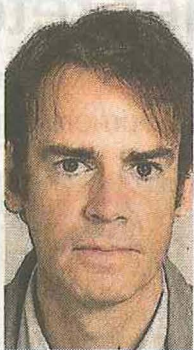


Réussir la transition énergétique

Par Michel Renault.

Maître de conférences à la faculté de sciences économiques de Rennes.



La France s'est engagée depuis janvier dans un débat national sur la transition énergétique. L'objectif : préparer un projet de loi à l'automne 2013. C'est un enjeu majeur. Pour des raisons environnementales et économiques. Le coût de l'énergie pèse de façon importante sur le budget des ménages et l'épuisement des ressources fossiles accentuera cette tendance. Cela conduit à un accroissement de la précarité énergétique dont les plus modestes (familles monoparentales, chômeurs, inactifs...) souffrent le plus.

Dans ce contexte, le Fonds monétaire international vient de publier un rapport « **exhortant les gouvernants du monde entier à réformer les subventions de toute une gamme de produits allant du charbon à l'essence** ».

Son raisonnement : les subventions cherchant à maintenir des prix accessibles seraient inefficaces et coûteuses pour les deniers publics (2,5 % du PIB mondial, selon le FMI). Mieux vaudrait donc libéraliser les prix de l'énergie, ce qui aurait pour effet de soulager les finances publiques, d'inciter à réduire la consommation et à investir dans des énergies alternatives.

Toujours selon le rapport du FMI, des « **mesures visant à protéger les pauvres au moyen de transferts monétaires ou quasi monétaires ciblés** » devraient être prises pour

atténuer les hausses de prix. Une fois de plus, le marché apparaît donc comme la solution au problème de la transition énergétique. Certes, les questions de tarification ne sont pas indifférentes et une forme de progressivité des prix (comme c'est envisagé pour l'eau) pourrait avoir des effets incitatifs.

Cependant, on ne peut réduire les problématiques énergétiques à des questions de subventions et de prix. Le « marché » apparaît, dans bien des cas, plus comme un problème que comme une solution. Une transition énergétique implique aussi une transition sociétale. Une transformation de nos modes de vie, de production, de déplacements... et donc des choix de société. Il faut espérer que le « débat national » amènera à prêter attention à des initiatives innovantes et à les favoriser.

On voit émerger, par exemple en Bretagne, des initiatives citoyennes pour mobiliser une épargne de

« Politiques publiques et citoyens ont un rôle à jouer »

proximité *via* des Cigales (Club d'investisseurs pour gestion alternative et locale de l'épargne solidaire) afin de financer des projets locaux de production d'énergie (par exemple, des parcs éoliens). Des territoires, des régions, s'engagent également dans des politiques aidant à faire face aux enjeux climatiques et énergétiques.

Les politiques publiques et les citoyens ont donc un rôle à jouer. Il ne faut pas laisser au marché (ou à sa représentation idéalisée) le soin de résoudre tous les problèmes. Les instruments économiques constituent des outils utiles, mais ils doivent être subordonnés aux choix des citoyens et aux finalités qu'ils se donnent.

La transition énergétique doit être articulée, *via* le débat citoyen, à la question plus vaste de la transition sociétale. La crise actuelle rend ce débat plus urgent que jamais.